

France/En visite en banlieue secouée par des violences

Hollande tente de calmer le jeu

AFP

Aubervilliers/France

"On ne peut pas accepter, à cause d'un drame que j'ai moi-même dénoncé, qu'il y ait de la casse", a-t-il notamment déclaré.

A deux mois de l'élection présidentielle, le président François Hollande et son gouvernement s'emploient à calmer le jeu dans les banlieues et sur le terrain politique, après des violences urbaines déclenchées par le viol présumé d'un jeune noir lors d'un contrôle policier.

"On ne peut pas accepter, à cause d'un drame que j'ai moi-même dénoncé, qu'il y ait de la casse", a déclaré François Hollande lors d'un déplacement à Aubervilliers, une banlieue défavorisée au nord de Paris. "Je refuserai aussi toutes les provocations, tous ceux qui veulent diviser, qui veulent séparer, qui veulent opposer, qui veulent briser ce qui est la vie en commun", a-t-il ajouté après avoir inspecté un dispositif pour favoriser l'emploi des jeunes.

En dépit de plusieurs milliards d'euros d'investisse-

ment de l'Etat, notamment dans la rénovation et la construction de logements, les habitants de banlieue, comme ceux d'Aubervilliers, ne se montraient guère convaincus par la visite du président socialiste. Lors de la présidentielle de 2012, ce dernier avait réalisé de bons scores en banlieue mais, très impopulaire, il a renoncé à solliciter un nouveau mandat.

"Il aurait dû venir avant", estime Nadia, 50 ans, mère de 4 enfants. "Il n'y a rien pour nos enfants ici". Dans les 1 436 quartiers "prioritaires", le taux de chômage est de 26,7%, contre 10% ailleurs et 42% des habitants y vivent sous le seuil de pauvreté (fixé à 11 871 euros - 7,7 millions de francs - par an).

VOITURES BRULEES. Malgré une décennie de volontarisme politique, les disparités entre les quartiers en difficulté et le reste du territoire sont loin d'être comblées en France, ce qui avait conduit l'ancien Premier ministre socialiste Manuel Valls à évoquer un "apartheid social".

Depuis plusieurs jours, cer-

taines banlieues défavorisées de Paris connaissent des violences sporadiques, avec des incendies de voitures ou des jets de pierre visant les forces de l'ordre. Au moins 25 personnes ont encore été interpellées dans la nuit de lundi à hier pour des violences urbaines.

Ces incidents font suite à l'arrestation violente le 2 février par la police de Théo, 22 ans, lors d'un contrôle d'identité. Le jeune homme noir, qui dit avoir été violé par un policier avec une matraque, a dû être opéré et hospitalisé.

Cette affaire a envenimé des rapports déjà conflictuels entre jeunes et policiers dans les quartiers sensibles en France, où vivent de nombreux jeunes issus de l'immigration africaine et maghrébine et où la police est souvent perçue comme une force hostile.

Cette question était déjà au cœur de graves émeutes qui ont enflammé en 2005 le pays pendant trois semaines, après la mort de deux adolescents électrocutés dans un transformateur, où ils avaient voulu se cacher de la police.



Photo : AFP
Le président François Hollande hier à Aubervilliers : "Il est très important de montrer que nous sommes capables de vivre ensemble dans une société apaisée..."

Le gouvernement craint désormais une multiplication des incidents dans les banlieues déshéritées, dont la situation était jusque-là largement absente des débats à deux mois de l'élection présidentielle.

"VIVRE ENSEMBLE" • "Il faut que la justice passe", a insisté hier François Hollande, qui s'était rendu le 7 février au chevet de Théo à l'hôpital. "Il est très important de montrer que nous sommes capables de vivre ensemble dans une société apaisée mais où le respect est la règle et où nous devons être fermes à l'égard de ceux qui s'éloignent de ce principe".

Le gouvernement est sous le feu des critiques de l'extrême droite, dont la candidate à la présidentielle Marine Le Pen est en tête des intentions de vote pour le premier tour du 23 avril, et qui a toujours fait de la sécurité son cheval de bataille.

Le Premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve a de son côté défendu le bilan du gouvernement. "Ce n'est pas nous qui avons supprimé 13 000 postes de policiers et de gendarmes, nous en avons créé 9 000", a-t-il déclaré, dans une attaque visant le précédent gouvernement de droite de Nicolas Sarkozy (2007-2012).

Etats-Unis/Politique

Revers pour Trump avec le départ de son conseiller pour la sécurité

AFP

Washington/Etats-Unis

La pression sur Michael Flynn Michael était devenue telle qu'il a dû se résigner à la démission.

MICHAEL Flynn a tenu quatre jours : le conseiller à la sécurité nationale du président Donald Trump a démissionné lundi, moins de 96 heures après des révélations de presse sur ses contacts inappropriés avec la Russie alors que Barack Obama était encore en fonctions.

"C'est une affaire intérieure aux Etats-Unis (...). Ce ne sont pas nos affaires", a réagi hier le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Des responsables politiques russes ont estimé que cette démission portait un coup dur aux relations russo-américaines. Dans sa lettre de démission, Michael Flynn a reconnu avoir "par inadvertance trompé le vice-président élu (Mike Pence) et d'autres personnes avec des informations incomplètes sur (ses) discussions téléphoniques avec l'ambassadeur de Russie".

La Maison Blanche a indiqué lundi soir que le président avait accepté cette

démission, qui constitue moins d'un mois après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump un sérieux revers et une première aussi tôt dans une présidence américaine.

Concrètement, au moment même où l'administration Obama ordonnait fin décembre des sanctions contre la Russie pour son ingérence présumée dans les élections américaines, Michael Flynn assurait lui l'ambassadeur de Russie à Washington Sergey Kislyak que le président élu Donald Trump serait beaucoup moins sévère.

Selon les quotidiens Washington Post et New York Times, à l'origine vendredi des révélations, de telles discussions étaient potentiellement illégales. Toujours selon la presse américaine lundi, le ministre de la Justice américain a averti la Maison Blanche que cette erreur de Michael Flynn pourrait le rendre vulnérable à une tentative de chantage russe.

Le général à la retraite Joseph Kellogg, un ancien responsable à l'état-major interarmées, a été aussitôt désigné par la Maison Blanche pour assurer l'intérim à ce poste stratégique de conseiller à la sécurité auprès du président.

Parmi les successeurs possibles cités dans les médias figure en tête le vice-amiral Robert Harward, ancien commandant adjoint du Commandement militaire central, outre M. Kellogg ou le général David Petraeus.

"CONFIANCE TOTALE DU PRESIDENT" • Lors de ses discussions téléphoniques avec l'ambassadeur de Russie, en décembre, Michael Flynn était déjà à ce poste clé dans l'élaboration de la politique étrangère et de sécurité auprès du futur président américain. Mais l'équipe Trump était encore en pleine période de transition, trois semaines avant de prendre officiellement les rênes du pouvoir. Facteur aggravant, Michael Flynn avait induit en erreur son propre camp, en particulier Mike Pence, le futur vice-président. Il avait déclaré début janvier que la conversation avec l'ambassadeur n'avait pas porté sur les sanctions, une affirmation reprise publiquement par Mike Pence. Sollicité pour savoir si le président Trump était au courant que M. Flynn avait discuté des sanctions avec l'ambassadeur russe, son porte-parole, Sean Spicer, a été catégorique lundi : "Non, absolument pas". Dès lundi les démocrates au Congrès avaient ré-



Photo : AFP
La position du conseiller à la sécurité nationale, Michael Flynn (à droite) était devenue intenable. Il a dû démissionner. Un sérieux revers pour le président Donald Trump.

clamé le renvoi de l'ancien général pour ces accusations "ahurissantes", leurs collègues républicains optant pour le mutisme.

Une certitude : les conseillers du président Trump ne se sont pas bousculés pour défendre Michael Flynn pendant le week-end. Ce n'est que lundi après-midi qu'une proche conseillère de Donald Trump a tenté de dissiper le malaise, assurant sur la chaîne de télévision MSNBC qu'il bénéficiait "de la confiance totale du président".

La nomination de Michael Flynn, personnalité controversée qui figurait parmi les inspirateurs des idées de Donald Trump sur les questions internationales, avait suscité des remous.

Dans le renseignement, beaucoup estimaient qu'il ne convenait pas à ce poste crucial, certains affirmant qu'il avait été retiré de la tête du renseignement militaire (DIA) après seulement deux ans pour mauvaise gestion.

L'ancien général avait toujours défendu l'idée d'une relation plus proche avec la Russie. Et ces conversations privées avec l'ambassadeur russe ont eu lieu alors que les Etats-Unis venaient de découvrir la possible ingérence de Moscou dans la campagne présidentielle américaine, afin de soutenir Donald Trump. La Maison Blanche a fait savoir lundi que M. Flynn avait présenté ses excuses au vice-président Pence.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Crise. Mkapa reprend sa médiation**
Le facilitateur dans la crise burundaise, Benjamin Mkapa, tentera à nouveau de rassembler pouvoir et opposition autour d'une même table de demain à samedi à Arusha (Tanzanie), une démarche dont les chances de réussite semblent réduites.

• **Côte d'Ivoire/Médias. Un syndicat exige la libération des journalistes**

Le syndicat de la presse privée de Côte d'Ivoire a "exigé" lundi "la libération immédiate et sans conditions" de six journalistes ivoiriens, arrêtés la veille pour "divulgations de fausses nouvelles", y voyant une "atteinte flagrante à la liberté d'expression".

• **Gambie/Justice. Banjul reste à la CPI**

Les nouvelles autorités gambiennes ont saisi l'Onu pour l'informer que leur pays resterait membre de la Cour pénale internationale (CPI), revenant sur l'annonce en novembre 2016 d'un retrait de cette juridiction internationale par le régime de l'ex-président Yahya Jammeh.

• **RD Congo/Violences. Huit blessés chez des membres du VDK**

Huit membres présumés d'une secte politico-religieuse violente ont été blessés lors de heurts avec les forces de l'ordre à Kinshasa, selon un "bilan partiel" de la police congolaise. Ces affrontements ont commencé lundi soir et une opération de police contre des miliciens du groupe sécessionniste Bundu Dia Kongo (VDK) était toujours en cours hier matin.

A travers le monde

• **Pakistan/Attentat. Treize morts à Lahore**



Le Pakistan était en deuil hier après un attentat revendiqué par les talibans en plein centre de la capitale culturelle Lahore, qui a fait 13 morts, déclenchant les critiques des habitants contre les autorités incapables d'assurer leur sécurité.

• **Syrie/Conflit. Près de 70 morts parmi des jihadistes**

Près de 70 combattants ont été tués en 24 heures en Syrie dans des affrontements entre deux groupes jihadistes autrefois alliés, a rapporté hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).